



Tous droits réservés

## DROIT DES PERSONNES

### Séance 4 - Les personnes physiques : le droit au respect du corps humain

I. La dignité de la personne humaine.....	2
A) Les sources écrites.....	2
B) Les sources jurisprudentielles.....	3
II. Les principes de respect de l'intégrité physique et d'inviolabilité du corps humain.....	4
A) La protection de la personne humaine.....	4
1) Les atteintes à l'intégrité du corps humain.....	4
2) L'impossible indemnisation du préjudice d'« être né ».....	7
3) La fin de vie .....	8
B) Une protection postérieure au décès.....	8
C) La protection de l'espèce humaine .....	9
III. La protection effective du corps humain : des principes fondamentaux de la bioéthique aux exemples des techniques de procréation. ....	9
A) De l'indisponibilité à la non-patrimonialité .....	10
B) Les nouvelles techniques de procréation .....	11
1) La PMA .....	12
2) GPA.....	13

Comme le corps abrite la personne humaine, il doit être respecté.



**À retenir :** Onze articles sont consacrés au respect du corps humain dans le Code civil (**art. 16 à 16-9**). La majorité d'entre eux a été créée par la **loi dite de bioéthique du 29 juillet 1994**.

La personne humaine a droit au respect de son intégrité physique. Son corps est inviolable. Ces principes resteraient lettre morte s'ils n'avaient pas des corollaires : l'**indisponibilité** et la **non-patrimonialité du corps humain**.

De plus, les dispositions relatives au corps humain sont d'ordre public, c'est-à-dire que les parties à un contrat ne peuvent pas y déroger (**art. 16-9 C. civ.**)

## I. La dignité de la personne humaine

Le respect de la dignité humaine contribue à la protection du corps humain.

### A) Les sources écrites

De nombreux textes font appel à la dignité humaine :

- Le **Préambule de la Charte des Nations unies du 26 juin 1945** : « Nous, peuples des Nations Unies résolus, (...) à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine ».
- Le **Préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948** : « la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde ».
- L'article **1<sup>er</sup> du chapitre I de la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union européenne du 7 décembre 2000** : « La dignité humaine est inviolable. Elle doit être respectée et protégée ».
- L'**article 16 du Code civil** : « La loi assure la primauté de la personne, interdit toute atteinte à la dignité de celle-ci ».

## B) Les sources jurisprudentielles

La dignité humaine a pris une importance croissante grâce au juge.

Dans sa décision du **27 juillet 1994 (n° 94-343/344 DC)**, le Conseil constitutionnel a fait de la dignité un principe à valeur constitutionnelle.



**À retenir :** Dans son arrêt du **27 octobre 1995, Commune de Morsang-sur-Orge (n° 136727)**, le Conseil d'État a décidé que « *le respect de la dignité de la personne humaine est une des composantes de l'ordre public* ». Le maire pouvait donc interdire une attraction qui portait atteinte au respect de cette dignité. En l'espèce, il était question de l'attraction du « lancer de nain ».

Deux conceptions de la dignité coexistent :

- Suivant la conception subjective, « *La dignité permet de disposer de soi et de son corps<sup>1</sup>* »,
- Suivant la conception objective, « *La dignité de la personne est une forme de responsabilité vis-à-vis de l'humanité* ». Elle constitue une « *obligation et devient une forme d'exigence, imposée à l'individu contre ses propres choix<sup>2</sup>* ». Dans l'arrêt **Commune de Morsang-sur-Orge** rendu par le Conseil d'État le **27 octobre 1995**, cette seconde conception a prévalu, la personne de petite taille revendiquant elle-même le droit d'être lancée.

---

<sup>1</sup>A. Batteur, *Droit des personnes, des familles et des majeurs protégés*, LGDJ, 10<sup>e</sup> éd., 2019, §154

<sup>2</sup>*Ibid.*

## II. Les principes de respect de l'intégrité physique et d'inviolabilité du corps humain

### A) La protection de la personne humaine

Le principe de l'inviolabilité du corps humain est posé par l'**article 16-1 du Code civil** : « Chacun a droit au respect de son corps. Le corps humain est inviolable ». Pour que ce principe soit suivi d'effet, le législateur a autorisé le juge à prescrire « toutes mesures propres à empêcher ou faire cesser une atteinte illicite au corps humain ou des agissements illicites portant sur des éléments ou des produits de celui-ci » (**art. 16-2 C. civ.**).

#### 1) Les atteintes à l'intégrité du corps humain

Elles sont admises de façon très limitée.

**La nécessité médicale pour la personne justifie l'atteinte à l'intégrité (art. 16-3 al. 1<sup>er</sup> C. civ.)**. La personne malade doit pouvoir se faire soigner. La protection de la santé est même un droit fondamental.

Les professionnels de santé doivent « garantir l'égal accès de chaque personne aux soins nécessités par son état de santé » (**art. L. 1110-1 CSP**). Ce devoir contribue à la protection du corps humain.



**À retenir :** La personne a le droit de prendre les décisions qui concernent son corps. Avant tout acte médical, son consentement doit donc être recueilli. Elle a le droit de refuser un traitement (**art. L. 1111-4 CSP**).

Lorsqu'elle s'oppose à ce dernier, le médecin doit s'efforcer de la convaincre, notamment en l'informant de nouveau. Si le patient maintient son refus, le médecin doit respecter sa volonté.



**Exemple :** Pour des raisons religieuses, les Témoins de Jéhovah refusent des transfusions sanguines.

Le médecin n'a pas à recueillir le consentement du patient lorsque « *son état rend nécessaire une intervention thérapeutique à laquelle il n'est pas à même de consentir* » (**art. 16-3 al. 2 C. civ.**).

L'exigence de « nécessité médicale » pour justifier l'atteinte à l'intégrité a pu faire douter autrefois de la possibilité de recourir à la **chirurgie esthétique**, qui n'est pas médicalement nécessaire, ou encore aux médecines douces, comme l'**ostéopathie**. Mais à présent, il n'y a plus de doute possible : la « nécessité médicale » doit être comprise largement.

La **stérilisation à visée contraceptive** est très encadrée parce qu'elle a de lourdes conséquences :

- Elle ne peut en aucun cas être pratiquée sur une personne mineure (**art. L. 2123-1 CSP**).
- Lorsqu'elle est pratiquée sur une personne majeure, celle-ci doit, d'une part, recevoir des informations du médecin suivant des modalités déterminées par la loi et, d'autre part, bénéficier avant l'intervention d'un délai de réflexion (**art. L. 2123-1 CSP**).
- La stérilisation d'une personne majeure incapable est sujette à controverse. Elle est possible sur autorisation du juge des tutelles. Lorsque la personne est « *apte à exprimer sa volonté, son consentement doit être systématiquement recherché* » (**art. L. 2123-1 CSP**).

De plus, de rares actes médicaux sont imposés par la loi : la France compte onze vaccins obligatoires (**art. L. 3111-2 CSP**), notamment contre le tétanos, la coqueluche, l'hépatite B, la rougeole et la rubéole. La vaccination obligatoire est justifiée par des raisons de santé publique.

La **nécessité médicale dans l'intérêt thérapeutique d'autrui** justifie également l'atteinte à l'intégrité, mais à titre exceptionnel (**art. 16-3 al. 1<sup>er</sup> C. civ.**). Le prélèvement d'organes sur une personne vivante, qui en fait le don, est

principalement concerné. Le donneur doit appartenir à la famille proche du receveur ou avoir vécu au moins deux ans avec ce dernier (**art. L. 1231-1 CSP**).

La personne peut porter atteinte à son intégrité physique par solidarité et altruisme, dans l'espoir de contribuer à soigner un de ses proches.

Ainsi, les atteintes à l'intégrité physique doivent être justifiées par la nécessité médicale.

**Question :** Peut-on porter atteinte à son intégrité physique par des actes volontaires et sans nécessité médicale ?

Traditionnellement, on considérait les mutilations volontaires comme interdites. Autrefois, le cas de figure typique était celui de la personne qui se blessait intentionnellement pour être dispensée de service militaire.

Plus récemment, ce sont les **pratiques sadomasochistes** qui ont interrogé. La Cour EDH a eu à connaître de faits sortant de l'ordinaire dans l'arrêt du **17 février 2005, K. A. et A. D. c/Belgique (n<sup>os</sup> 42758/98 et 45558/99)**. Un magistrat, son épouse et un médecin s'essayaient au sadomasochisme, mais leurs pratiques ont dégénéré en des sévices graves, des tortures, qu'ils infligeaient à l'épouse du magistrat. Condamnés par les juges nationaux belges pour coups et blessures, ils ont formé un recours devant la CEDH. Dans l'arrêt, celle-ci a beaucoup insisté sur le fait que la victime avait demandé aux auteurs des sévices d'arrêter, ce qu'ils n'avaient pas fait. Elle en a déduit que la condamnation était justifiée. Autrement dit, la Cour aurait considéré les atteintes au corps humain non punissables si la personne avait été consentante. Certains auteurs ont considéré que ces pratiques devaient être prohibées purement et simplement.

Il faut trouver un équilibre entre les pratiques sexuelles consenties, qui relèvent de la liberté de chacun, et la protection du corps humain.



**Pour aller plus loin :** M. Fabre-Magnan, « Le sadisme n'est pas un droit de l'homme », *Recueil Dalloz*, 2005, p. 2973.

## 2) L'impossible indemnisation du préjudice d'« être né »

La question de l'indemnisation du préjudice d'« être né » s'est posée dans une affaire qui a eu un grand retentissement médiatique, l'« **affaire Perruche** ».

En l'espèce, une femme enceinte a contracté la rubéole. Or, il est connu que cette maladie peut causer de lourds handicaps chez l'enfant à naître. La femme a donc consulté un médecin et a manifesté sa volonté de mettre fin à sa grossesse dans le cas où l'enfant à naître serait handicapé. Elle a effectué, sur ordonnance du médecin, des tests sanguins, mais le laboratoire a commis une erreur et n'a pas détecté la maladie. Elle a ensuite donné naissance à un enfant lourdement handicapé. Les parents et l'enfant ont assigné en responsabilité le médecin ainsi que le laboratoire.

La Cour de cassation a rendu un premier arrêt (**Cass., 1<sup>re</sup> civ., 26 mars 1996, n° 94-11.791 94-14.158, publié**), puis l'Assemblée plénière est intervenue le **13 juillet 2001 (98-19.190, publié)** à la suite d'une résistance de la cour d'appel de renvoi. Elle a jugé que « *l'enfant né handicapé peut demander la réparation du préjudice résultant de son handicap si ce dernier est en relation de causalité directe avec les fautes commises par le médecin dans l'exécution du contrat formé avec sa mère et qui ont empêché celle-ci d'exercer son choix d'interrompre sa grossesse* ».

Ces arrêts ont été très critiqués, notamment par les associations de défense des handicapés et par les professionnels de santé.



**À retenir :** Ni le laboratoire ni le médecin n'avaient causé le handicap. Leur faute résidait dans le fait de ne pas avoir détecté la maladie et de ne pas avoir permis à la mère d'exercer son choix d'interrompre sa grossesse. Par conséquent, les médecins voyaient leur responsabilité engagée au titre de la naissance de l'enfant.

**Question :** La vie peut-elle constituer un préjudice, comme l'a jugé la Cour de cassation ?

Le législateur a brisé en grande partie cette jurisprudence avec la **loi du 4 mars 2002 dite loi anti-Perruche**. Celle-ci prévoit que « *nul ne peut se prévaloir d'un préjudice du seul fait de sa naissance* ».

L'enfant ne peut plus obtenir réparation du fait de son handicap lorsqu'il n'a pas été causé directement par les médecins. Les parents ne peuvent plus non plus obtenir

réparation du handicap de leur enfant dans ce cas. Seul est indemnisable leur préjudice moral pour n'avoir pas pu exercer leur choix à l'interruption de grossesse.

### 3) La fin de vie

Il n'existe pas, en France, de droit à mourir (cf. Séances 1, 2) *L'absence de droit à mourir*). Cependant, le législateur a pris diverses mesures pour améliorer le sort des personnes en fin de vie.

Les soins palliatifs visent à soulager au maximum les malades de leurs souffrances physiques (**art. L. 1110-5 al. 2 CSP**). De plus, le patient souffrant d'une affection grave et incurable, en phase avancée ou terminale, peut refuser les soins afin d'éviter l'acharnement thérapeutique (**art. L. 1111-10 CSP**). Enfin, pour accélérer la mort du patient, la **loi du 2 février 2016** autorise le médecin à arrêter la nutrition et l'hydratation artificielles (**art. 1110-5-1 CSP**). En parallèle, pour soulager les souffrances, il est également possible de sédaté le patient de façon profonde et continue jusqu'au décès.

## B) Une protection postérieure au décès

Le respect du corps humain ne s'arrête pas au décès de la personne.



**À retenir :** L'**article 16-1-1 du Code civil**, créé par la **loi du 19 décembre 2008**, dispose : « *Le respect dû au corps humain ne cesse pas avec la mort. Les restes des personnes décédées, y compris les cendres (...) doivent être traités avec respect, dignité et décence* ».

La Cour de cassation a appliqué pour la première fois cet article dans l'arrêt rendu par la **première chambre civile le 16 septembre 2010, Our Body (n° 09-67.456, publié)**. En l'espèce, une exposition exhibait des cadavres humains écorchés, soumis à une méthode de conservation des tissus. La Cour a décidé que cette exposition de cadavres à des fins commerciales méconnaissait l'exigence posée par l'**article 16-1-1 du Code civil**.



Dans la même affaire, la Haute juridiction a jugé dans l'arrêt du **29 octobre 2014 rendu par la première chambre civile (n° 13-19.729)** que le principe d'ordre public, selon lequel le respect dû au corps humain ne cesse pas avec la mort, préexistait à la **loi du 19 décembre 2008** d'où est issu l'**article 16-1-1**. Une exposition de cadavres était donc prohibée, avant même la création de cet article.

## C) La protection de l'espèce humaine

La loi ne protège pas seulement la personne humaine. Elle protège l'espèce entière. En effet, l'**article 16-4 du Code civil** dispose : « *Nul ne peut porter atteinte à l'intégrité de l'espèce humaine* ». Il interdit :

- « *Toute pratique eugénique tendant à l'organisation de la sélection des personnes* »,
- « *Toute intervention ayant pour but de faire naître un enfant génétiquement identique à une autre personne vivante ou décédée* ».

Des dispositions du Code pénal (**art. 214-1 à 215-3**) incriminent ces actes et les qualifient de « *crimes contre l'espèce humaine* ».

## III. La protection effective du corps humain : des principes fondamentaux de la bioéthique aux exemples des techniques de procréation.

Le Code civil prend soin de préciser le sort du corps humain, de ses « éléments » et de ses « produits ».



**Définition :** Les « éléments » sont les organes, les tissus et les cellules du corps. Les « produits » sont amenés à se renouveler (le sang, les gamètes, les cheveux...).

## A) De l'indisponibilité à la non-patrimonialité

Suite à l'arrêt de la Cour de cassation, dans lequel elle se fonde notamment sur « le principe d'ordre public de l'indisponibilité du corps humain » pour interdire les conventions de « mère porteuse » le **31 mai 1991 (n° 90-20.105, publié)**

Lors des premières lois bioéthiques de 1994, le législateur est venu insérer dans le Code civil, plusieurs principes relatifs à la protection du corps humain.



**Définition :** Le principe de l'indisponibilité signifie que le corps se trouve hors du commerce. On ne peut pas passer de contrats sur le corps, sur ses éléments ou ses produits.



**Définition :** Le principe de non-patrimonialité qui interdit d'acheter/de vendre le corps humain et ses éléments.

Plusieurs dispositions traduisent ce principe de non-patrimonialité :

- Ni le corps humain, ni ses éléments, ni ses produits « ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial » (**art. 16-1 al. 3 C. civ.**).
- Dans le même esprit, « les conventions ayant pour effet de conférer une valeur patrimoniale au corps humain, à ses éléments ou à ses produits sont nulles » (**art. 16-5 C. civ.**).
- Lorsque la personne se prête à une expérimentation sur son propre corps, aux prélèvements d'éléments ou de produits de celui-ci, elle ne peut percevoir aucune rémunération (**art. 16-6 C. civ.**).

Le corps humain n'est pas une chose. Il doit être protégé et cela passe par le principe de gratuité d'un certain nombre d'actes sur le corps.



**À retenir :** La **Convention d'Oviedo, signée le 4 avril 1997**, dans le cadre du Conseil de l'Europe, prévoit en son **article 21** que « *le corps humain et ses parties ne doivent pas être, en tant que tels, source de profit* ».

Outre la gratuité, la protection du corps est également assurée par l'anonymat du donneur et du receveur lorsqu'il existe un don d'un élément ou d'un produit du corps. Plus précisément, les médecins peuvent avoir accès aux informations qui permettent d'identifier le donneur et le receveur, mais ces derniers ne peuvent en aucun cas les obtenir. Toutefois, par ajout de **la loi bioéthique de 2021**, l'enfant né de ce don peut, à sa majorité, lever l'anonymat et connaître l'identité du donneur.



**Attention :**  
né du don.

**Il n'y a aucun lien juridique entre le donneur et l'enfant**

De plus, ni le corps humain ni la simple découverte d'un de ses éléments ne peuvent être brevetés. Cependant le droit européen est à l'origine d'un recul du principe de non-patrimonialité du corps humain. La France a dû rendre brevetables les inventions qui constituent l'application technique d'une fonction d'un élément du corps humain (**art. L. 611-18 CPI**). De même, le droit français autorise la recherche sur l'embryon (**art. L.2151-5 CSP**), mais la création d'embryon aux seules fins de recherche est interdite.

## **B) Les nouvelles techniques de procréation**

En France, les techniques de procréations sont définies par les lois bioéthiques. Ainsi, la procréation médicalement assistée (PMA ou AMP) est autorisée et encadrée aux **articles L.2141-1 et s. du C. de la santé publique** (1). A l'inverse, la gestation pour autrui (GPA) est illégale en France (**art. 16-7 C. civ.**)(2).

Des lors, lorsque les couples ou personne seules : homme ou femme, désirent avoir un enfant mais ne peuvent pas le faire en France et préfèrent partir à l'étranger pour d'autres raisons, par exemple : raccourcir les délais d'attente pour un don, faire une GPA, etc. Lors de leur retour, après la naissance ils demandent une transcription de l'acte de naissance étranger sur les états civils français pour faire reconnaître les liens de filiation.



**Définition :** La transcription est une mesure de publicité, autrement dit c'est formalité qui consiste à dupliquer un texte, et d'en reporter les termes sur un autre papier.



**Définition :** La filiation désigne le rapport de famille qui lie un individu à une ou plusieurs personnes dont il est issu : filiation naturelle, adoption ou sociale.

### 1) La PMA

Antérieurement à la promulgation de la **loi bioéthique de 2021**, la pratique était réservée aux **couples hétérosexuels, en âge de procréer et vivants**.

Essentiellement, cette pratique reposait sur l'altérité des sexes et précisément la filiation était semblable à la procréation charnelle entre deux personnes, la présence du donneur était un secret.

Au préalable, pour les couples femmes qui portaient à l'étranger, la femme qui n'accouchait pas, n'était pas reconnue comme la mère. Le droit français indiquait qu'on ne peut avoir inscrit qu'une seule mère sur un acte d'état civil et que celle-ci est celle qui accouche. Des lors, la mère sociale (celle qui n'a pas accouché) n'avait pas d'autorité parentale sur l'enfant, elle était obligée de passer par une délégation d'autorité parentale.



**Définition :** La délégation d'autorité parentale dispose que lorsque les circonstances l'exigent, les parents ou l'un des deux peuvent saisir le juge aux affaires familiales pour que l'exercice de l'autorité parentale soit délégué à un tiers (Art. 377 al. 1 du C. civ.)

Dans **un avis du 22 septembre 2014, n° 15010 ; 15 011**, la Cour de cassation, dans un revirement de jurisprudence, considère que le recours à l'AMP à l'étranger ne fait pas obstacle au prononcé de **l'adoption, par l'épouse de la mère**, dès lors que les conditions légales de l'adoption sont réunies et qu'elle est conforme à l'intérêt de l'enfant.



**Attention :** L'adoption, comparé à la délégation d'autorité permet un véritable partage de l'autorité parentale. Il y a une reconnaissance de la mère sociale (celle qui n'a pas accouché) comme mère.

La Cour de cassation, dans un arrêt remarqué du **18 décembre 2019 n° 18-14751** considère pour la première fois, qu'il est possible de **transcrire les actes d'état civil étranger, c'est-à-dire une reproduction totale**, autrement dit les deux mères sont reconnues comme mères juridiques **sans procédure d'adoption**. La Cour de cassation indique que selon l'article 47 du Code civil, c'est la réalité de l'acte dans pays ou la pratique a été réalisé qui compte donc le droit français doit reproduire l'acte de naissance étranger. Confirmé par un arrêt du **18 mars 2020 n° 18-15.368**.

Cette jurisprudence semble se fonder sur le vote de la loi bioéthique de 2021 qui reconnaît le couple de femmes comme les parents légaux de l'enfant né d'une PMA.



**À retenir :** Depuis le **2 août 2021**, la PMA est ouverte aux couples de femmes et aux femmes non mariées (seules). Mettant fin ainsi au critère de l'infertilité médicalement constatée, permettant l'établissement sur l'acte d'état civil l'établissement du double lien maternel par une reconnaissance anticipée, elle est remboursée par la sécurité sociale.

## 2) GPA



**Définition :** La technique par laquelle une femme assure la gestation d'un enfant au bénéfice d'une autre couple femme destinée à devenir les parents légaux de l'enfant.

La Cour de cassation, dans un arrêt d'**assemblée plénière du 31 mai 1991**, juge que la GPA « contrevient tant au principe de l'indisponibilité du corps humain qu'à celui de l'indisponibilité de l'état des personnes ». Pour aller plus loin, le législateur insère **l'article 16-7 du Code civil** qui énonce que « toute convention portant sur la procréation ou la gestation pour le compte d'autrui est nulle »

Pour contourner la loi française, certains couples partent à l'étranger où la GPA est autorisée. Lorsqu'un couple français a recours au service d'une mère porteuse à l'étranger, en rentrant en France avec l'enfant, ils demandent la transcription de l'acte de naissance étranger.

Dans **un arrêt du 17 décembre 2008 n° 07-20.468**, la Cour de cassation **refuse l'établissement de la filiation des enfants à l'égard de la mère d'intention. De même, dans 3 arrêts du 6 avril 2011 n° 09-664 86 ; 09-17.130, 10-19053**, elle indique que « reconnaître des effets à ces conventions portant gestation pour autrui serait contraire à l'ordre public ».

La France est condamnée, dans les arrêts de la **CEDH Mennesson contre France n° 65192/11 et Labassé contre France du 26 juin 2014 n° 65941/11**, considérant qu'il est nécessaire de transcrire la reconnaissance paternelle qui repose sur une réalité biologique, **c'est-à-dire des lors que le père a un lien génétique avec l'enfant**. A l'inverse, il n'y a pas d'obligation de reconnaissance pour le parent d'intention soit celui qui n'a pas accouché.

Dans un **arrêt du 5 juillet 2017 n° 16-16901 ; 16-50025**, la Cour de cassation a décidé que l'acte de naissance, en cas de gestation pour autrui légalement conclue à l'étranger, peut être transcrit sur les registres de l'état civil français en ce qu'il désigne le père biologique, mais pas en ce qu'il désigne **le parent d'intention. Ce dernier doit passer par le mécanisme de l'adoption**.

**Le 10 avril 2019, la CEDH a rendu son avis consultatif**, sur demande de la Cour de cassation, dans le cadre de l'affaire Mennesson, **sur la reconnaissance de la transcription du parent d'intention**. La Cour répond en deux temps.

- D'une part, elle considère que **le droit au respect de la vie privée de l'enfant impose une possibilité d'établir sa filiation à l'égard de sa mère d'intention soit offerte**.
- D'autre part, **la Cour n'impose pas que la reconnaissance de la filiation prenne la forme d'une transcription**.
- 

**À retenir :** Dans cet arrêt, la CEDH indique explicitement que l'adoption peut constituer l'une des modalités de la reconnaissance du lien de filiation.



La Cour de cassation, dans un **arrêt du 4 octobre 2019 n° 10-19.053**, met fin à l'arrêt Menesson, elle estime qu'en l'espèce, il est de l'intérêt supérieur de l'enfant de voir reconnaître sa filiation, laquelle doit se faire par **transcription de la mère d'intention**.


Dans cette lignée, **les arrêts du 18 décembre 2019 n° 18-12327 ; 18-11815**, considèrent comme possible la demande de **transcription intégrale** de l'acte de naissance et considère le couple d'intention comme le couple légal.

L'arrêt de la **CEDH D contre France du 16 juillet 2020 n°11 288/18** reprend l'avis consultatif de la CEDH, il réaffirme que **le rejet de la demande de transcription de l'acte de naissance de l'enfant ne constitue pas une ingérence disproportionnée dans son droit au respect de sa vie privée** du seul fait que sa mère d'intention est également sa mère génétique, **dès lors que le lien de filiation entre la mère d'intention et l'enfant peut être établi par une autre voie.**




**À retenir :** L'autre voie possible pour reconnaître le lien de filiation peut être l'adoption si :

- les parents sont mariés,
- Le parent légal de l'enfant (époux ou épouse) donne son accord,
- et, qu'il y a une différence d'âge entre l'adoptant et l'adopté de 10 ans.



**Attention :** La loi bioéthique de 2021, modifie l'**article 47 du Code civil** lequel énonce désormais que la transcription sera « appréciée au regard de la loi Française ». Ainsi, comme la loi considère que la GPA est illicite, il y a un refus de la transcription du parent d'intention.



**À retenir :** Autrement dit, la jurisprudence ne pourra plus prononcer de transcription intégrale.